

M. Didier BOURGOIN
Secrétaire Général

Paris le 28 septembre 2015

à

Mme Marylise LEBRANCHU
Ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique
80 rue de Lille
75007 Paris

M. Bernard CAZENEUVE
Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration
Place Beauvau
75800 Paris CEDEX 08

Objet : Préavis de grève 8 octobre 2015

- Fonction Publique Territoriale – Salaire/Emploi/Conditions de travail/Statut -

Madame la Ministre de la Fonction Publique, Monsieur le Ministre de L'Intérieur

La reprise économique n'est pas au rendez-vous pour les salariés, les chômeurs, les retraités et les jeunes. La situation sociale continue de se dégrader. Les inégalités se creusent et notre pays compte plus de 1,2 millions d'enfants et jeunes en situation de pauvreté...

En poursuivant sa politique d'austérité avec la baisse incessante des dépenses publiques, le gouvernement ne donne pas les moyens d'investir dans les services publics. Pourtant, à un moment où notre société se trouve fragilisée par la crise, où des mutations pour faire face aux défis du XXIème siècle se profilent, les services publics, dont de proximité, sont les mieux à même de répondre à nombre de besoins sur l'ensemble du territoire. Le gouvernement doit considérer la Fonction publique non pas comme un coût mais comme un investissement pour l'avenir. Or, il poursuit sa politique économique libérale finançant sans réelles contreparties les aides aux entreprises par une diminution de la dépense publique.

Dans un contexte où les inégalités se creusent, cette politique remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité. Elle fragilise les services publics chaque jour davantage, tant au niveau de leurs missions que de leurs moyens.

La réforme territoriale poursuit la RGPP avec comme objectif la réduction des dépenses publiques et va avoir de lourdes conséquences pour les personnels -mobilité contrainte, suppressions d'emplois, dégradations des conditions de travail-. Elle aura des incidences négatives pour les usagers des services publics de proximité, alors que le pays a plus que jamais besoin de cohésion sociale.

Les agents quant à eux sont basement dénigrés et victimes d'une politique salariale désastreuse qui se traduit par une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 5,5% depuis le gel de 2010. Ces personnels, dont 1 sur 5 est précaire, subissent des dégradations de leurs conditions de travail accentuées par un pilotage managérial qui se poursuit.

Pour ces raisons, le SNUCLIAS-FSU s'associe à la journée nationale unitaire, interprofessionnelle et intergénérationnelle organisée le jeudi 8 octobre prochain sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail des salariés, notamment de la Fonction publique.

En conséquence, le SNUCLIAS-FSU national affilié à la Fédération Syndicale Unitaire (F.S.U), dépose le présent **préavis de grève pour la journée du jeudi 8 octobre 2015 de 0 à 24 heures** pour l'ensemble des agents territoriaux et des collectivités locales couverts par notre champ statutaire de syndicalisation.

Je vous prie, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, de bien vouloir accepter l'expression de ma considération.

Didier Bourgoïn



Secrétaire Général